

REPUBLIQUE TOGOLAISE



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

6 octobre 2026

POLICE NATIONALE :

DES JOURNEES PORTES OUVERTES POUR MIEUX FAIRE CONNAITRE L'INSTITUTION



Officiels

Lomé, 6 oct. (ATOP) - Les Journées portes ouvertes (JPO) de la Police nationale ont démarré, le mardi 6 octobre à Lomé, et dans plusieurs villes du pays, offrant au public l'occasion de mieux connaître l'institution.

Ces JPO se déroulent à la Direction générale de la Police nationale à Lomé, et dans les commissariats centraux de Tsévié, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé, Kara et Dapaong jusqu'au jeudi 8 octobre.

L'initiative permet aux visiteurs de découvrir l'histoire, l'organisation et les moyens d'action de la Police nationale, ainsi que les différents corps qui la composent. Des informations sont également données sur les conditions et modalités de recrutement au sein de l'institution à l'intention des jeunes intéressés par une carrière dans la police.

Ces journées seront aussi une occasion pour le public de connaître davantage certains services administratifs et techniques proposés par la Police nationale, notamment la légalisation rapide des documents et la procédure accélérée d'établissement de la carte nationale d'identité. Un dispositif spécial prévoit notamment, à Lomé, le retrait de la carte nationale d'identité à partir de 72 heures après le dépôt du dossier, selon les modalités de l'opération. Cette immersion vise à favoriser une meilleure compréhension du travail des policiers et à rapprocher davantage l'institution des populations.

SOMMAIRE

ECHOS DE LA CAPITALE	-----2-4
NOUVELLES DES PREFECTURES	-----4-14
NOUVELLE DE L'ETRANGER	-----14-16
SPORTS	-----16-18

Le directeur général de la Police nationale, le Commissaire divisionnaire de police Akatao Babarime, a rappelé que les missions de l'institution consistent notamment à protéger les personnes et les biens, les édifices publics et les institutions de la République et à maintenir l'ordre public. Il a ajouté qu'elle a pour fonction de prévenir la délinquance et à garantir la sécurité de tous, dans le respect des lois et des libertés individuelles. Pour lui, ces journées traduisent la volonté de la Police nationale de se rapprocher davantage des populations, de renforcer la confiance mutuelle et de promouvoir une culture de sécurité participative.



Visite du stand Carte d'identité nationale rapide

Un match de football opposera, le vendredi 9 octobre, l'Association sportive de la police togolaise (ASPOTO) à l'Entente II sur le terrain de la Jeunesse club d'Agoè Nyivé. Un footing populaire est également prévu le samedi 10 octobre au camp du Groupe d'intervention de la Police nationale (GIPN) à Logopé. La cérémonie de lancement a enregistré la présence du représentant du ministre de la Sécurité, Lt-Col Dorouwa N'Dafidina. ATOP/AO/BA/BV



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



ECHOS DE LA CAPITALE

DEVELOPPEMENT LOCAL PARTICIPATIF :

L'EXECUTIF COMMUNAL GOLFE 6 RENFORCE LE DIALOGUE AVEC LES LEADERS RELIGIEUX

Lomé, 6 oct. (ATOP) - L'exécutif communal du Golfe 6 a échangé, le vendredi 2 octobre, avec des responsables de différentes confessions religieuses sur leur implication dans la gestion participative des affaires de la commune et la recherche de solutions aux préoccupations des populations.

Des prêtres catholiques et des responsables de la religion traditionnelle ont pris part à cette rencontre, qui s'inscrit dans la volonté de la municipalité de renforcer la concertation avec les différentes composantes de la société.

Les échanges ont porté notamment sur le civisme, l'éducation, l'excellence scolaire, l'état civil, la salubrité et la cohésion sociale. La municipalité a souligné le rôle important



Des participants

des leaders religieux dans la sensibilisation des fidèles, en raison de leur proximité avec les familles, les jeunes et les différents groupes sociaux. Elle les a invités à promouvoir le civisme, le respect des règles de vie en société et la responsabilité citoyenne au sein de leurs communautés.

Miser sur l'éducation et l'excellence scolaire

Sur le plan éducatif, la commune entend mobiliser les responsables religieux autour de la promotion de la réussite scolaire. Ceux-ci sont appelés à encourager les parents à assurer un meilleur suivi de la scolarité de leurs enfants et à sensibiliser les jeunes sur l'importance de l'éducation.



Le maire du golfe 6 (micro)



L'assistance

Le Golfe 6 prévoit également d'identifier, d'encourager et de récompenser les meilleurs élèves et établissements scolaires. Pour la municipalité, la promotion de l'excellence scolaire constitue un investissement dans le capital humain et un levier du développement futur de la commune.

Halte aux faux actes de naissance

La lutte contre les faux actes de naissance et les irrégularités dans les documents d'état civil a également été abordée. La municipalité a insisté sur l'importance des déclarations régulières de naissance et de l'obtention de documents authentiques, indispensables à la reconnaissance de l'identité et à l'accès aux droits.

Les leaders religieux sont ainsi appelés à sensibiliser les parents et les fidèles sur les conséquences des actes frauduleux et à les orienter vers les procédures légales auprès des services compétents. Cette démarche vise notamment à protéger les enfants, dont l'accès à l'éducation, aux examens et à certains documents administratifs peut être compromis en cas d'irrégularité de l'état civil.

Renforcer la paix et la cohésion sociale

L'exécutif communal a, par ailleurs, invité les responsables religieux à renforcer les messages de paix, de tolérance, de respect mutuel et de vivre-ensemble. La réduction des nuisances sonores et le respect de la tranquillité publique ont également été évoqués afin de favoriser une cohabitation harmonieuse entre les différentes communautés.

La série de consultations se poursuivra avec les leaders religieux musulmans, qui constituent la dernière composante de cette démarche. Elle devrait permettre à la municipalité de recueillir les préoccupations des différentes communautés et de renforcer leur participation au développement local.

Vers un cadre permanent de dialogue

Le maire du Golfe 6, Kokou Amenyenou, a annoncé qu'à l'issue des consultations avec les différentes couches sociales, la commune envisage de mettre en place un cadre permanent de dialogue avec les responsables religieux et les organisations locales. Ce mécanisme, a-t-il déclaré, devrait favoriser le partage régulier des préoccupations des populations, la coordination des actions de sensibilisation et la recherche de réponses

collectives aux défis de la commune. La création d'un comité local de dialogue interreligieux et municipal figure également parmi les perspectives envisagées.

Le 25 septembre dernier, l'exécutif communal du Golfe 6 avait déjà échangé avec des pasteurs de la commune sur les mêmes préoccupations. ATOP/KYA/AO



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

☎ +228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

✉ atoptogo1@gmail.com

🌐 www.atop.tg



NOUVELLES DES PREFECTURES

OGOU :

JOURNEES PORTES OUVERTES DE LA POLICE NATIONALE A ATAKPAME

Atakpamé, 6 oct. (ATOP) - Le commissariat central d'Atakpamé accueille, du 6 au 8 octobre, les Journées portes ouvertes (JPO) de la Police nationale togolaise. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le gouverneur de la région des Plateaux, le général de brigade Dadjia Maganawé.



Des autorités



Le gouverneur au pupitre

Ces journées permettent au public de mieux connaître le fonctionnement, les missions et les services de la Police nationale. Six espaces aménagés au commissariat central présentent différents aspects de la Police nationale. Une exposition photographique retrace notamment l'histoire de l'institution depuis 1920, avec la création du premier commissariat de Lomé sous l'administration française. Un autre stand présente l'organisation et le fonctionnement administratif de la Police nationale. Le public peut également découvrir les différentes tenues réglementaires des unités, les galons, les conditions de recrutement ainsi que les droits et obligations des agents.

Les visiteurs sont, par ailleurs, sensibilisés sur plusieurs enjeux sécuritaires, notamment la cybercriminalité, la sécurité routière, la lutte contre les stupéfiants, les violences, le viol, les braquages et le transport sécurisé de fonds. Un espace interactif propose des jeux questions-réponses, avec des gadgets estampillés « PN » à la clé. Un guichet spécial de la Direction générale de la documentation nationale (DGDN) est également installé sur le site afin de faciliter certaines démarches liées à l'établissement de la carte nationale d'identité et à la légalisation de documents.

Le gouverneur de la région des Plateaux a estimé que l'initiative contribue à consolider la relation de confiance entre la Police nationale et les populations d'Atakpamé, de la région des Plateaux et de l'ensemble du pays.

Le directeur du secteur de police n°2, le commissaire principal Kongnah Tchimbijandja, a rappelé la mission des forces de sécurité, qui exige un engagement constant, le dépassement de soi et une intégrité exemplaire. ATOP/KKT/AO

4^e SESSION ORDINAIRE 2026 :

LE CONSEIL MUNICIPAL TÔNE 1 PREPARE LE BUDGET PRIMITIF 2027

Dapaong, 6 oct. (ATOP) - Le conseil municipal de Tône 1 a ouvert, le lundi 5 octobre à Dapaong, sa quatrième session ordinaire de l'année 2026. Les travaux portent notamment sur l'examen et l'adoption du budget primitif, exercice 2027 ainsi que des visites de terrain dans les quartiers de la commune.

Les descentes sur le terrain permettront aux élus locaux d'aller à la rencontre des populations afin de recueillir leurs préoccupations, leurs doléances ainsi que leurs besoins prioritaires. Le deuxième sujet axé sur l'examen et l'adoption du budget va aborder les prévisions financières relatives au fonctionnement et aux investissements de la commune.

Le maire de Tône 1, Mme Lene Nanwabe Mélanie, a souligné que les visites de terrain permettront au conseil municipal de mieux cerner les réalités et les besoins des populations afin d'en tenir compte dans l'élaboration des prévisions budgétaires. « Elles contribueront ainsi à l'élaboration d'un budget répondant davantage aux besoins de la commune », a-t-elle expliqué. Abordant la question du budget primitif, Mme Lene Nanwabe a indiqué que ce document constitue le principal cadre financier permettant à la commune de mettre en œuvre ses priorités et de poursuivre ses actions de développement au cours de l'année 2027. Le maire a, par ailleurs, rappelé que les séances du conseil municipal sont publiques, conformément aux dispositions légales régissant la décentralisation et les libertés locales au Togo. ATOP/TKA/JK/AO



Des participants

LES COMMUNES BINAH 1 ET 2 EXAMINENT LEURS BUDGETS PRIMITIFS 2027

Pagouda, 6 oct. (ATOP) - Les conseils municipaux de Binah 1 et 2 ont ouvert, le lundi 5 octobre, leur quatrième session ordinaire de l'année 2026, respectivement à Pagouda et à Kétao. Les sessions sont principalement consacrées à l'étude, au vote et à l'adoption des budgets primitifs, exercice 2027.

Les élus locaux examineront également les procès-verbaux des précédentes réunions et débattront des principales orientations de développement de leurs communes.

A Pagouda, dans la commune Binah 1, les travaux sont prévus pour cinq jours. Ils portent notamment sur l'examen des recommandations issues des précédentes sessions, la présentation de la situation financière du troisième trimestre de l'exercice en cours et de



Les participants à Pagouda

l'état d'exécution des projets d'investissement. Les conseillers municipaux auront également à se pencher sur les débats d'orientations budgétaires pour l'exercice 2027. Plusieurs autres sujets figurent à l'ordre du jour, notamment la lutte contre la consommation des boissons frelatées, la construction d'infrastructures marchandes sur le site du marché de Farendè dans le cadre du Programme d'appui au financement des communes (PAFC), ainsi que diverses questions administratives et sociales.



La partie prenante à Kéao

d'orientations budgétaires, tandis que la seconde portera sur l'étude, le vote et l'adoption du budget primitif 2027.

Les élus locaux examineront notamment les plans annuels d'investissement des exercices 2026 et 2027. Ils auront également à identifier les projets prioritaires à inscrire au budget et à procéder à la révision de certaines délibérations relatives aux tarifs et aux recettes non fiscales.

Le maire de Binah 2, Mme Welabalo Tchanta, a indiqué que l'examen et l'adoption du budget constituent une étape importante dans la vie de la collectivité. Elle a, par ailleurs, salué les autorités administratives, politiques et communales pour les soutiens apportés aux victimes des récentes pluies enregistrées dans la préfecture.

Le préfet de la Binah, Ataba Abalounorou, a invité les conseillers municipaux à participer activement aux débats afin de proposer des stratégies susceptibles de renforcer les actions de développement au bénéfice des populations. ATOP/AK/SG/AO

LES TRAVAUX DES COMMUNES KOZAH 1, 2 ET 3 CONSACRES A L'EXAMEN DES BUDGETS EXERCICE 2027

Kara, 6 oct. (ATOP) – Les conseils municipaux de Kozah 1, 2 et 3 ont ouvert le lundi 5 octobre à Kara, Pya et Awandjélo, les travaux de leur 4^e sessions ordinaires de l'année 2026 consacrés à l'examen et l'adoption des budgets primitif exercice 2027.

Les travaux porteront, outre les questions budgétaires, sur les présentations des rapports d'activités et financières des communes au titre du 3^e trimestre de l'année, l'état d'exécution des projets et le niveau de recouvrement des recettes municipales. Les élus réfléchiront au fonctionnement des communes et au développement de l'économie locale.

***A Kara dans la commune Kozah 1,** les élus locaux effectueront une visite de terrain afin d'apprécier l'état d'avancement des projets exécutés ou en cours d'exécution.



Des participants

Les débats porteront sur les questions prioritaires notamment l'assainissement, la voirie et la mobilité, l'accès à l'eau et aux services sociaux de base, l'organisation des marchés, la maîtrise du domaine public et le développement économique et social.

Le maire Me N'djellé Abby Edah, a fait le bilan des activités menées au cours des trimestres précédents dans divers domaines notamment l'eau et l'assainissement, la coopération décentralisée, la télécommunication, la sécurité routière.

***A Pya dans Kozah 2**, outre les questions budgétaires, les élus réfléchiront sur le fonctionnement de la commune et le développement de l'économie locale. Les échanges porteront notamment sur la gestion des carrières de sable, de graviers et de latérite ainsi que sur l'organisation des marchés locaux, en vue d'optimiser la collecte des taxes et d'améliorer les conditions de travail des commerçants.

Ces travaux sur cinq jours, prévoient par ailleurs la lecture et l'explication de la lettre d'orientations générales relative à l'élaboration et à l'exécution des budgets des collectivités territoriales. Ce document servira de cadre au débat d'orientations budgétaires, préalable à l'examen et à l'adoption du Plan annuel d'investissement (PAI) et du budget primitif 2027 de la commune.

Le maire Batchassi Essonanna, a appelé les participants à privilégier l'intérêt général, la recherche de solutions concrètes et la volonté de répondre efficacement aux attentes des populations.

***A Awandjelo dans Kozah 3**, les élus locaux plancheront sur les délibérations portant adoption du PDC (2026-2031) complémentaire, la lecture des observations relatives à la délibération fixant des divers indemnités et dotations accordées aux autorités locales, conseillers et personnel de la commune. Ils prendront aussi connaissance des informations en lien avec le crédit latrine, le renouvellement des comités de gestion des marchés (Awandjelo, Kpinzindè et Koungoyo), le don de ciment et des articles scolaires offerts par CIMTOGO, ainsi que celui offert par la CNSS.

Le maire de Kozah 3, Simliwa Tchasso Agnidoufèi, a invité les conseillers à analyser de façon rigoureuse le budget 2027 avant son adoption.

L'ouverture de ces sessions a été présidée par le préfet de la Kozah, Col. Faré Bonfo. Il a exhorté les élus locaux à faire en sorte que l'adoption des budgets soit à la fois réaliste, sincère, équilibré et résolument orienté vers des actions concrètes susceptibles de contribuer véritablement à l'amélioration des conditions de vie des populations. Le préfet les a conviés aux échanges francs, constructifs et responsables permettant de dégager des priorités clairement définies avec des projets structurants et des mécanismes efficaces de mobilisation des recettes. ATOP/TAL/BA/BV

LA 4^E SESSION ORDINAIRE DES COMMUNES KLOTO 1 ET 3 DEDIEES A LA PREPARATION DES BUDGETS EXERCICE 2027

Kpalimé, 6 oct. (ATOP) – La 4^{ème} session ordinaire de l'année 2026 des communes Kloto 1 et 3, consacrées à la préparation des budgets primitifs exercice 2027 et la définition des priorités de développement ont été ouvertes le lundi 5 octobre respectivement à Kpalimé et à Kuma-Konda.

Les cérémonies ont été présidées par le préfet de Kloto, Koku Bertin Assan en présence de la sénatrice, des députés et des chefs traditionnels de la préfecture. Les travaux des deux sessions doivent aboutir à des décisions et orientations destinées à renforcer la mobilisation des ressources et à améliorer les conditions de vie des populations.

Dans la commune Kloto 1, le maire Apelete Kossi Atigaku a appelé les conseillers municipaux à tirer les enseignements de l'exécution budgétaire en cours et à intégrer les besoins prioritaires de la population. Il a notamment cité l'amélioration du cadre de vie, la

gestion des déchets, la salubrité, la lutte contre la divagation des animaux, la modernisation de l'administration communale et le renforcement de la participation citoyenne. Le maire a également insisté sur la nécessité de diversifier les sources de recettes de la commune afin de mieux financer son développement.



Conseillers et officiels et invités dans la commune de Kloto 1



Conseillers, officiels et invités dans la commune de Kloto 3

Le préfet a encouragé les conseillers à poursuivre l'amélioration de la mobilisation des recettes et à privilégier une démarche participative dans l'élaboration du budget. Il a également appelé à renforcer la salubrité, à libérer les abords des routes et à faire respecter les règles relatives à l'occupation des espaces publics pour améliorer l'attractivité de Kpalimé.

Dans la commune Kloto 3, les conseillers vont aussi examiner le rapport de la situation financière, le bilan des réalisations entreprises dans la commune. Ils feront également des débats sur l'orientation budgétaire. Le maire Yawo Asagbé a invité les différents acteurs à privilégier le dialogue et l'intérêt général.

M. Assan a exhorté le conseil municipal à élaborer un budget participatif, fondé sur les réalités et potentialités de la commune. Il a également demandé aux élus locaux de rechercher de nouvelles sources de financement, à travers la fiscalité et la valorisation du tourisme, tout en insistant sur la salubrité et la transparence dans la gestion communale.
ATOP/ER/AYH/DHK

QUATRIEME SESSION ORDINAIRE DES CONSEILS MUNICIPAUX DE YOTO 1 ET YOTO 3

Tabligbo, 6 oct. (ATOP) – Les conseils municipaux des communes Yoto 1 et Yoto 3 ont ouvert, le lundi 5 octobre, respectivement à Gboto-Vodoupé et à Tabligbo, les travaux de leur quatrième session ordinaire de l'année.

Ces sessions visent notamment à définir les priorités de développement et à orienter les ressources des communes vers les besoins essentiels des populations.



Les différentes personnalités

À Gboto-Vodoupé, les conseillers municipaux de Yoto 3 auront, au cours des travaux, à prendre connaissance du rapport sur les préparatifs du Festival des arts et cultures de Yoto 3, prévu en décembre prochain à Gboto-Vodoupé. Les travaux prévoient également l'examen d'une délibération portant sur la signature d'une convention de partenariat avec le Collège d'enseignement artistique et artisanal de Kpalimé (CEAA), ainsi que la présentation des rapports des différentes missions et des ateliers effectués.

Le volet budgétaire occupera également une place importante dans les travaux. Le conseil procédera à la lecture et à l'analyse de la lettre d'orientation budgétaire pour l'exercice 2027, suivies du débat d'orientation budgétaire et des travaux préparatoires à l'élaboration du budget primitif de l'exercice 2027.

Le maire de la commune Yoto 3, Dégbé Kokou, a particulièrement mis l'accent sur le Festival des arts et cultures de Yoto 3, présenté comme un dossier auquel le conseil municipal accorde une importance particulière. Il a invité les conseillers municipaux à procéder à une analyse critique des préparatifs afin de contribuer à la réussite de cette manifestation culturelle.

À Tabligbo, les travaux porteront notamment sur l'examen du budget de l'exercice 2027, qui sera soumis par l'exécutif communal à l'ensemble du conseil.

Le secrétaire général de la préfecture de Yoto, Akayi Guédzé Koffi Sélom, a félicité le conseil pour les efforts accomplis, notamment dans la mobilisation des recettes propres, l'entretien des infrastructures et le maintien de la paix et de la cohésion sociale. Il a toutefois relevé les défis persistants liés à l'accès à l'eau potable, à l'employabilité des jeunes, à l'entretien des pistes et à l'extension du réseau électrique. Il a invité les élus à privilégier, au cours de cette session, le réalisme budgétaire, l'unité et la discipline, ainsi que la redevabilité.

Le maire de Yoto 1, Léguédé Yaovi Meme, a indiqué que l'année 2026 a été une année d'apprentissage et de consolidation des connaissances des réalités de la commune. « Nous avons choisi de comprendre avant d'agir, d'écouter avant de décider », a-t-il déclaré, faisant référence aux rencontres effectuées avec les populations, canton après canton, afin de recueillir leurs préoccupations. Ces consultations ont permis d'identifier plusieurs préoccupations, notamment l'accès à l'eau potable, la transhumance, la divagation des animaux, l'emploi et l'insertion des jeunes, ainsi que les questions liées à l'éducation, à l'agriculture, à l'environnement, à l'assainissement et à l'aménagement du territoire. Selon le maire, ces préoccupations sont désormais intégrées dans la réflexion de l'exécutif communal sur l'avenir de Yoto 1.

Les responsables des services déconcentrés de l'État, des députés, des forces de défense et de sécurité, ainsi que des chefs de canton et de village, ont pris part à l'ouverture des sessions. ATOP/SAK/SED/MD

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE AGOE-NYIVE 6 EN SESSION ORDINAIRE

Agoé-Nyivé, 6 oct. (ATOP) - Le conseil municipal de la commune Agoè-Nyivé 6 a ouvert sa quatrième session ordinaire de l'année 2026, le lundi 5 octobre dans ladite commune.

Au cours de cette session, les conseillers municipaux vont examiner la situation financière de la commune jusqu'au 30 septembre 2026, la révision des taxes et redevances communales pour l'exercice 2027. Il s'agit aussi d'identifier les projets à réaliser, d'étudier et d'adopter le budget primitif 2027.

Le maire de la commune Agoè-Nyivé 6, Songoï Kézié a fait savoir que cette première année de leur mandat a permis de prendre connaissance de plusieurs réalités sur le terrain. "Nous voulons une commune qui écoute et qui consulte. Nous avons découvert des potentialités, nous avons identifié des difficultés, nous avons écouté des préoccupations, nous avons reçu surtout des propositions et nous avons compris que les défis de notre commune sont nombreux, mais des solutions existent si nous travaillons ensemble", a-t-il souligné

Le représentant du préfet, Dr Kombaté Soguibabe a rappelé que tous les acteurs doivent être impliqués pour le développement. "Il est temps qu'on se rassemble pour faire évoluer les communes", a-t-il ajouté. Il a rappelé qu'une bonne décentralisation passe par une bonne déconcentration.



Le Maire Songoï (au micro) ouvrant les travaux



L'assistance

Le chef de canton, Togbui Assimadji Wodénou 2 a invité la population à s'unir afin de travailler dans l'unité, à participer au devoir citoyen pour développer la commune.

Cette rencontre a regroupé, outre les conseillers municipaux, des leaders communautaires, des acteurs de la société civile, des opérateurs économiques, ainsi que des représentants d'autres organisations et la population de la commune d'Adéticopé.

ATOP/ASA/DHK

TANDJOUARE :

M. KOLANI LANKANTIENI CONFIRME GARDIEN DES US ET COUTUMES DU CANTON DE PLIGOU

Tandjouaré, 6 oct. (ATOP) – Le nouveau chef du canton de Pligou dans la commune de Tandjouaré 1, Kolani Lankantiéni, désigné par consultation populaire, a reçu son décret de reconnaissance le lundi 5 octobre à Mandiaré.



Autorités présentes



Le gouverneur (en blanc) remettant le drapeau au nouveau chef

L'acte lui a été remis par le gouverneur de la région des Savanes, Affoh Atcha-Dédji, représentant le ministre en charge de l'Administration territoriale. Des autorités civiles, militaires, religieuses et coutumières et une importante foule ont assisté à l'événement.

La cérémonie a été marquée par des rites traditionnels d'intronisation, la remise du décret et des couleurs nationales au nouveau chef, ainsi que des prestations d'allégeance des chefs de village à ce dernier. L'assistance a, en outre, suivi l'historique de la localité dont la population est issue de la région du Gulmu dans le Burkina Faso.

Le gouverneur a rappelé au nouveau chef son rôle dans la consolidation de la paix, de l'harmonie sociale et des valeurs morales de la société. « Illustrez-vous donc avec

neutralité, impartialité, intégrité, plutôt que toute autre attitude pouvant saper votre autorité et affecter votre efficacité », a-t-il conseillé. M. Atcha-Dédji a invité la population de Pligou à vouer à son chef, le respect et la considération liés à sa fonction.

Le nouveau chef a exprimé sa gratitude au Président du Conseil, Faure Gnassingbé et à la population pour la confiance placée en sa personne. Il a promis d'œuvrer à la consolidation de la cohésion sociale et à la promotion du développement. « Je reçois cette charge avec humilité et responsabilité. Je m'engage à être à l'écoute de chacun et à travailler, avec l'ensemble des fils et filles du canton, pour préserver nos valeurs et contribuer au développement de notre communauté », a-t-il déclaré.

Le nouveau chef du canton a été désigné le 29 janvier et officiellement reconnu par décret du 26 juin 2026.

ATOP/SYI/JK/MD

LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'OUVRAGES MARCHANDS LANCES DANS LA COMMUNE TANDJOUARE 1

Tandjouaré, 6 oct. (ATOP) - Le maire de la commune Tandjouaré 1, Nam Pakindame, a lancé, le lundi 5 octobre, les travaux de construction d'un dalot à Bombouaka, de deux hangars dans les marchés de Moumoane et de Bogou.



La délégation dans le marché de Bogou



Sur le site du Dalot à Bombouaka

Ces travaux s'inscrivent dans le cadre de la réalisation d'infrastructures de base, financées par le Fonds d'appui aux collectivités territoriales (FACT). D'une durée de quatre mois, ils seront exécutés par l'entreprise togolaise Essodezam BTP SARL U.

L'objectif est de renforcer les infrastructures marchandes et à faciliter l'évacuation des eaux de ruissellement afin de réduire les risques d'inondation.

Le maire a exhorté l'entreprise attributaire à respecter les délais et les normes requises. Il a invité les occupants des espaces destinés à la construction des hangars à respecter le délai de deux semaines qui leur a été accordé pour libérer les lieux.

Mme Damokibe Kitine, commerçante au marché de Bogou, a salué l'initiative de réaliser ces infrastructures qui permettront aux commerçants d'exercer leurs activités dans de meilleures conditions.

L'attribution du marché à l'entreprise Essodezam BTP répond à la politique gouvernementale visant à réserver au moins 25 % des marchés publics aux jeunes et aux femmes entrepreneurs. ATOP/SYI/JK/BA



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



KLOTO :**UNE CAMPAGNE POUR ZERO GROSSESSE EN MILIEU SCOLAIRE LANCEE AU LYCEE DE KPODZI**

Kpalimé, 6 oct. (ATOP) – Le directeur régional de l'Éducation des Plateaux-Ouest, Sanla Mintchiébe, a donné, le lundi 5 octobre au lycée de Kpodzi, le coup d'envoi de la campagne de sensibilisation contre les grossesses en milieu scolaire dans les écoles.



Une oratrice appelant les élèves à pratiquer l'abstinence



Les animatrices, le club de la croix rouge du lycée et le DRE

Cette campagne est initiée par la Croix-Rouge togolaise en collaboration avec la direction préfectorale de la Santé (DPS) de Kloti et le ministère de l'Éducation nationale. Elle vise à renforcer la prévention auprès des apprenants et à parvenir à zéro grossesse dans les établissements scolaires de la région éducative des Plateaux-Ouest. L'activité entend informer les apprenants sur les risques, les dangers et les conséquences des grossesses précoces.

Pour cette troisième édition, la Croix-Rouge a introduit une innovation avec l'organisation d'un concours de sketch inter établissements afin de permettre aux élèves eux-mêmes de porter les messages de sensibilisation auprès de leurs camarades à travers le sketch, l'humour et la créativité. Les sketches aborderont les risques liés aux grossesses précoces, le harcèlement, la pression des pairs et l'importance de savoir résister à la pression. Les établissements ciblés sont les CEG et les lycées de Kloti 1.

Mme Bintou Kassim Nayao, sage-femme, responsable de la santé de la reproduction et Mme Pikli Bidenam, sage-femme, responsable de la santé des jeunes et adolescents à la DPS Kloti ont entretenu les élèves sur les causes, les conséquences et les moyens de prévention des grossesses précoces. Elles ont énuméré les facteurs favorisant le phénomène, notamment la recherche de gains faciles, du plaisir sexuel, l'irresponsabilité de certains parents et les mauvaises fréquentations. Les conséquences, selon elles, sont l'abandon des études, le rejet familial et les risques liés aux avortements clandestins.

Pour éviter ces grossesses précoces en milieux scolaires, les deux oratrices ont conseillé les élèves de privilégier l'abstinence, d'éviter les mauvaises fréquentations et les rapports sexuels non protégés, de se concentrer sur leurs études et de suivre les conseils des parents et des enseignants. Elles ont invité les apprenants à éviter l'exposition aux contenus pornographiques susceptibles, selon elles, d'influencer négativement leurs comportements.

Le directeur régional de l'Éducation des Plateaux-Ouest a souligné que les grossesses en milieu scolaire constituent une « perte nationale », aussi bien pour les apprenants et leurs familles que pour l'État. Il a appelé les élèves à se fixer des objectifs et à faire de la réussite scolaire leur priorité.

Le président de la croix rouge, section locale de Kpalimé, Stan Kokou Awanou a exhorté les apprenants à rester concentrés sur leurs études et à éviter les comportements

susceptibles de compromettre leur avenir. Il a invité les parents, les chefs d'établissements et les autorités à accompagner cette initiative de la croix rouge.

La campagne de sensibilisation se poursuit dans les établissements scolaires de la région éducative des Plateaux-Ouest, avec pour ambition d'atteindre l'objectif de zéro grossesse en milieu scolaire au cours de l'année scolaire 2026-2027.

ATOP/AYH/HKM

----- DES CADRES DE BASSAR OFFRENT PLUS DE 2 000 KITS SCOLAIRES AUX ELEVES

Bassar 6 oct. (ATOP) - Les cadres de la préfecture de Bassar ont offert plus de 2 000 kits scolaires et une enveloppe financière aux élèves de la préfecture de Bassar le samedi 03 octobre dans la localité.



M. Lamadje (au milieu) recevant des kits scolaires



Des Kits scolaires

Ces 2 000 kits scolaires sont composés de livres de français de CP1 et de CP2, de sacs d'école, d'ardoises, des boîtes de craies blanches et rouges, des boîtes de crayons, d'académies, des stylos de couleurs bleu et rouge. En plus, une enveloppe financière de 365.000 francs, destinés aux établissements scolaires et aux élèves démunis de la préfecture, a été offerte.

Placée sous le signe de l'apprentissage, de l'épanouissement et de la réussite, ce don s'inscrit dans le cadre d'une approche de solidarité, d'équité, de soutien à l'éducation des jeunes élèves démunis et déscolarisés.

Le préfet de Bassar, Lt-col Asiah Hodabalo a exprimé sa gratitude au Président du Conseil pour sa vision éclairée, son engagement constant en faveur du système éducatif, et son leadership. Il a remercié tous les cadres donateurs pour leurs gestes qui restent une graine semée pour la jeunesse, qui germera et portera des fruits pour la communauté et la nation toute entière. « Vous avez choisi de croire en l'avenir et de miser sur la jeunesse. Cet acte de générosité et de citoyenneté mérite d'être salué à sa juste valeur », a-t-il souligné. Le préfet s'est adressé aux bénéficiaires et aux parents, en leur faisant savoir que ces kits ne sont pas de simples objets, ils sont le fruit d'un effort collectif. Il a également lancé un appel aux bénéficiaires de faire bon usage de ces kits, de cultiver l'excellence et l'assiduité.

Le secrétaire préfectoral de l'Union pour la République (UNIR) de la préfecture de Bassar, Alex Ouadja a remercié tous les généreux donateurs, en faisant savoir que ces kits et enveloppe financière ne sont que le fruit d'une solidarité collective et sociale des cadres de la préfecture. Il a exhorté les élèves à bien prendre soin de ces kits scolaires et à prendre au sérieux les études afin de faire la joie de leurs parents. M. Ouadja a félicité le corps enseignant pour les efforts déployés dans le système éducatif pour que la préfecture décroche de meilleurs résultats chaque fin d'année.

Le chef d'inspection du second degré de l'IESG-Bassar, Lamadje Polo a salué l'initiative des cadres donateurs et réitéré ses remerciements au ministre de l'Education nationale pour la création du Lycée scientifique à Bassar. Il a souligné qu'ils feront bon usage des kits et promis de donner de meilleurs résultats cette année.

La cérémonie a vu la présence du ministre délégué en charge de la santé, Pr Tchinn Darré, du sénateur Djato Tassounti, des députés Koutchéou Ounimbortché, Ouadja Binantfame, des maires de communes de Bassar, des directeurs et chefs de service, des conseillers municipaux de la commune Bassar 1, de la société civile, des parents d'élèves et des élèves.

ATOP/LK/KYA



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité



NOUVELLES DE L'ETRANGER

LE MONDE AURA BESOIN DE 50 MILLIONS D'ENSEIGNANTS SUPPLEMENTAIRES D'ICI 2030

Africanews - Le déficit mondial d'enseignants risque de s'aggraver dans les prochaines années. Selon un message conjoint publié le mardi 6 octobre à l'occasion de la Journée mondiale des enseignants, l'UNESCO, l'Organisation internationale du travail (OIT), l'UNICEF et l'Internationale de l'Éducation estiment que 50 millions d'enseignants supplémentaires seront nécessaires d'ici 2030 pour répondre aux besoins éducatifs.

Sur ce total, 44 millions de postes concerneront l'enseignement primaire et secondaire, afin de permettre l'accès universel à l'éducation, tandis que 6 millions d'enseignants seront nécessaires pour le préscolaire.

Face à ce défi, les organisations internationales appellent à renforcer l'attractivité du métier d'enseignant. Le recrutement de nouveaux professionnels doit aller de pair avec la fidélisation de ceux déjà en activité, dans un contexte où de nombreux systèmes éducatifs peinent à maintenir leurs effectifs.

Le message souligne également l'importance d'améliorer les conditions d'exercice du métier, de garantir des formations adaptées et de proposer des parcours professionnels plus motivants et durables. Les organisations insistent notamment sur la nécessité de favoriser l'accès des enseignantes aux postes à responsabilité.

Célébrée chaque année le 5 octobre, la Journée mondiale des enseignants rend hommage aux professionnels de l'éducation à travers le monde. Elle commémore cette année les 60 ans de l'adoption de la Recommandation concernant la condition des enseignants, un texte international qui fixe des principes sur leurs droits, leurs responsabilités, leur formation, leur recrutement et leurs conditions de travail.

Alors que l'éducation reste un levier essentiel de développement, l'UNESCO et ses partenaires appellent les États à faire du soutien aux enseignants une priorité pour garantir l'avenir des systèmes éducatifs.

Africanews

GABON :**FORMATION REGIONALE A L'AGROENTREPRENEURIAT VERT POUR LES JEUNES DU BASSIN DU CONGO**

Libreville, (Xinhua) - Un atelier régional consacré au renforcement des compétences des jeunes dans l'agroentrepreneuriat durable s'est ouvert le lundi 5 octobre à Libreville, à l'initiative de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), en partenariat avec l'incubateur agricole gabonais SIIAG (Solution d'incubation et d'innovation agricole et d'élevage du Gabon), a constaté sur place un correspondant de Xinhua.

Prévue jusqu'au 9 octobre, cette formation pratique et de mentorat réunit de jeunes entrepreneurs et agriculteurs du Bassin du Congo autour de l'innovation agricole, du développement d'activités durables et de la création d'emplois.

A l'ouverture des travaux, le ministre gabonais de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement rural, Pacôme Kossy, a souligné la nécessité de faire de la jeunesse un acteur de la transformation du secteur agricole et du renforcement de la souveraineté alimentaire.

De son côté, le représentant régional de l'OIF pour l'Afrique centrale, Alphonse Waguena, a indiqué que l'organisation entendait investir dans les compétences, l'innovation et l'entrepreneuriat des jeunes afin de soutenir le développement économique des territoires ruraux et périurbains.

Les participants doivent bénéficier durant cinq jours de formations pratiques, d'échanges d'expériences et de séances de mentorat destinés à renforcer leurs capacités entrepreneuriales et à favoriser l'émergence de projets agricoles innovants et durables. (Xinhua)

CAMEROUN :**TROIS ENFANTS TUES DANS L'EXPLOSION D'UNE MINE DANS L'EXTREME-NORD**

Yaounde, (Xinhua) - Trois enfants ont été tués et trois autres grièvement blessés le lundi 5 octobre après l'explosion d'une mine dans une zone agricole située à environ 500 mètres du village de Sagmé, dans le district de Fotokol, région de l'Extrême-Nord, selon des sources militaires.

Le drame s'est produit vers 16H00 (heure locale), alors que les six enfants, âgés de 10 à 14 ans, se trouvaient dans cette zone agricole, selon les mêmes sources. Les trois blessés ont été évacués d'urgence vers l'hôpital de district de Fotokol pour y recevoir des soins médicaux.

Les forces de sécurité et les autorités administratives locales se sont rendues sur les lieux afin de sécuriser la zone et de faire la lumière sur les circonstances de l'incident. Une enquête a été ouverte pour déterminer l'origine de l'engin explosif et les circonstances du drame. (Xinhua)

EGYPTE :**LES ALLEGATIONS DE TORTURES FORMULEES PAR 6 JOURNALISTES EN DETENTION REJETEES**

Africanews - Les autorités égyptiennes ont qualifié le mardi 6 octobre de « sans fondement » les accusations selon lesquelles des journalistes de Matsadaash, une plateforme indépendante de vérification des faits, auraient été torturés ou maltraités en détention.

L'alerte a été lancée par des avocats de l'Initiative égyptienne pour les droits individuels (EIPI), représentant les six journalistes arrêtés depuis la semaine dernière.

Ils sont accusés d'avoir publié de fausses informations, d'exercer leurs activités sans autorisation et de collusion avec les Frères musulmans, une organisation interdite dans le pays, ce que conteste leur plateforme.

Matsadaash, dont le nom signifie « N'y croyez pas » en arabe, passe au crible l'actualité et les déclarations des responsables gouvernementaux et des institutions de l'État depuis 2018.

Des organisations, dont Human Rights Watch, Reporters sans frontières et le Comité pour la protection des journalistes, ont condamné ces arrestations et appelé à la libération immédiate des journalistes.

Au moins 26 journalistes sont actuellement détenus en Égypte en raison de leur travail. Africanews



ATOP

**Pour vos articles, reportages
Nous contacter.**

Actualités, Proximité

☎ +228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

✉ atoptogo1@gmail.com

🌐 www.atop.tg



SPORTS

MINISTRE DES SPORTS DU SENEGAL:

LES JEUX OLYMPIQUES DE LA JEUNESSE DOIVENT ETRE REFLECHIS « EN TERMES D'HERITAGE »

Dakar, (rfi) - Notre grand invité Afrique ce matin est Djirèye Clotilde Coly, ministre sénégalaise de la Jeunesse et des Sports, de passage à Paris où elle est venue pour une rencontre au siège de l'Unesco afin de promouvoir les JOJ de Dakar 2026. Ces Jeux olympiques de la Jeunesse seront le tout premier événement olympique de l'histoire à se dérouler sur le continent africain. 2 700 athlètes âgés de 15 à 17 ans venus du monde entier vont donc se retrouver à Dakar du 31 octobre au 13 novembre prochain. Djirèye Clotilde Coly répond aux questions de Carine Frenk.

Madame la ministre, bonjour. À quatre semaines de l'ouverture, le Sénégal est-il prêt à accueillir ces Jeux olympiques de la jeunesse ?

Je confirme, le Sénégal est prêt à accueillir ces Jeux olympiques de la jeunesse. Nous sommes prêts sur le volet infrastructures, sur la partie sécuritaire, la partie test est également déjà faite. Nous travaillons actuellement à la mobilisation et à la réussite de ces jeux.

Les routes autour de la piscine olympique et le site lui-même sont aujourd'hui encore en travaux. N'est-ce pas un sujet d'inquiétude ?

Pas vraiment. Tous les sujets ont été pris en charge avec une dynamique très pragmatique et tout sera finalisé avant les Jeux.

Le coût global prévisionnel a été estimé à 104 milliards de francs CFA, plus de 150 millions d'euros. Est-ce que toutes ces dépenses peuvent vraiment être considérées comme un investissement pour l'avenir ?

Oui, l'événement en lui-même est un investissement pour l'avenir. Quand on parle du coût, on pense peut-être tout de suite au retour sur investissement. Or, un événement de ce genre ne doit pas être réfléchi en termes de retour sur investissement automatique et immédiat. C'est plutôt en termes d'héritage, d'héritage matériel avec toutes ces infrastructures sportives durables, puisqu'on parle ici d'investissement. Alors effectivement, vous avez les dépenses d'organisation, mais vous avez des dépenses d'investissement sur des actifs durables qui seront exploités et valorisés.

Mais vous avez aussi toute la partie immatérielle avec les compétences qui sont développées, avec les entreprises qui ont participé ou qui participent à ces Jeux. Donc oui, c'est un investissement, mais c'est un investissement sur le long terme.

Mais avec les problèmes financiers qu'on connaît, le quotidien de plus en plus difficile pour les Sénégalais, est-ce que tout cet argent n'aurait pas été plus utile ailleurs ?

Oui, le chômage, la vie qui est chère, mais aujourd'hui, nous avons des retours, mais vraiment aussi au niveau de la jeunesse, en termes d'engagement de la jeunesse, de formation, de leadership. Je peux revenir sur certains aspects liés à l'organisation de ces Jeux : un programme, celui des volontaires avec 6000 volontaires mobilisés, formés durant ces jeux ; les programmes liés à la citoyenneté, à l'environnement, des brevets olympiques, civiques et sportifs qui ont été déployés dans des milliers d'écoles avec plus de 900 000 jeunes formés.

Et aussi les retombées immédiates, notamment dans le secteur de l'hôtellerie, puisque des hôtels seront mobilisés durant plus de deux semaines, dans le secteur de la restauration, dans les services, dans les arts. Au-delà de cela, c'est toute une économie du sport qui sera développée et on sait ce que représente aujourd'hui l'économie du sport. C'est aussi notre capacité en tant que pays à organiser de grands événements. C'est-à-dire qu'à partir de cet événement, nous pourrions prétendre accueillir de très grands événements et nous savons ce que ces événements rapportent.

Donc vraiment, on peut toujours penser que ces dépenses peuvent être utilisées ailleurs. Mais la réalité est qu'aujourd'hui, c'est un investissement qui portera du fruit.

Est-ce qu'on en sait un peu plus sur la cérémonie d'ouverture ? Combien de chefs d'État attendez-vous ?

Ce que je peux vous dire, c'est qu'une très belle cérémonie attend les chefs d'État. Au-delà de l'appel lancé par le chef de l'État sénégalais lui-même, son Excellence Bassirou Diomaye Faye, à la tribune des Nations Unies où il a invité tous les chefs d'État, tous les États membres à nous rejoindre lors de ces Jeux olympiques de la jeunesse, des invitations ont été lancées. Nous attendons du beau monde à ces JO.

Et l'ex-président Macky Sall sera-t-il invité lui aussi ?

Alors je dirais que la question n'est peut-être pas là, même si l'invitation relève des prérogatives du chef de l'État. Pour moi, l'important aujourd'hui, c'est vraiment de nous focaliser sur la réussite de ces Jeux, sur l'expérience que nous pourrions donner aux différentes délégations qui seront là et aussi au peuple sénégalais.

Et sur le plan sportif, vous espérez combien de médailles pour le Sénégal ?

Nous avons 135 athlètes qui vont représenter les couleurs du Sénégal à ces JOJ. Ils ont été préparés, ils sont motivés, engagés, prêts à remporter des médailles et nous espérons en avoir beaucoup.

750 000 tickets sont déjà en vente. Ils sont très accessibles, entre 1000 et 5000 francs CFA. Vous faites le pari du succès populaire ?

Oui, nous faisons le pari du succès populaire. Nous travaillons depuis très longtemps à la mobilisation du peuple sénégalais. Comme vous le savez, la flamme olympique est actuellement au Sénégal. Elle fait la tournée dans toutes les régions du Sénégal et donc je suis très optimiste.

Pour finir, le Tribunal arbitral du sport doit rendre sa décision pour la CAN, qui du Sénégal ou du Maroc aura finalement le trophée. Avez-vous des doutes ?

Le tribunal tranchera. Ce qui est sûr, c'est que le Sénégal a bien préparé son dossier. Je n'ai à ce stade ni doute, ni peur. Nous attendons la décision du tribunal.

RFI

